

Communiqué de presse

effectué conjointement par les représentants des associations de collectivités territoriales, du mouvement sportif et du monde économique, membres du comité de pilotage de la rénovation du modèle sportif français

A Paris, le 10 juillet 2018

Un consensus historique pour le sport français

Ce matin, à l'Insep, se tenait le dernier séminaire de la concertation sur la gouvernance du sport français initiée par la Ministre des sports, Laura Flessel.

Par-delà les intérêts catégoriels, par-delà les logiques partisans, Etat, collectivités locales, mouvement sportif et monde économique se sont accordés sur un projet de transformation de la gouvernance du sport.

L'ensemble des acteurs a reconnu le caractère inédit, historique, de cet accord.

Nous savons gré à la Ministre des sports d'avoir eu l'audace d'engager un tel chantier, et de le porter avec détermination.

Il s'agit de réformer de fond en comble une gouvernance vieille de 60 ans pour être à la hauteur du moment que vit le sport français avec l'accueil des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024.

Il nous apparaît que les principaux points de consensus sont les suivants :

1. l'opportunité de créer un groupement d'intérêt public réunissant les 4 parties prenantes afin de définir une stratégie commune et de coordonner les interventions sur le territoire
2. la nécessité que ce GIP soit compétent tant en matière de soutien à la performance que d'accès à la pratique sportive, comme les deux jambes inséparables d'un même organisme
3. l'exigence d'un budget à la hauteur de cette ambition collective, qui permette d'atteindre l'objectif d'un doublement des médailles olympiques et de la progression de 3 millions de licenciés et pratiquants
4. le besoin de nouvelles règles éthiques et démocratiques au sein du mouvement sportif
5. la pertinence de faire du sport une cause nationale au regard de ses vertus éducatives, sociales et sanitaires

De nombreux autres points ont été explorés avec déjà des pistes d'action bien définies dans les domaines du sport professionnel, des relations Etat/fédérations, des équipements sportifs, des normes, de l'emploi, du bénévolat, du financement du sport. L'Etat des échanges est résumé dans le document en pièce jointe.

Le comité de pilotage du chantier gouvernance se réunira le 19 juillet. Sur la base de ses décisions, une nouvelle phase, opérationnelle démarrera à la rentrée de septembre.